

D'un mouvement contestataire aux prémices d'une révolte : approche pluridisciplinaire de la crise vénézuélienne

PAR MARINA DE CASTRO, attachée au délégué régional Auvergne-Rhône-Alpes
ET THOMAS SALANOVA, membre de cette délégation

Le Venezuela possède parmi les plus importantes réserves de pétrole du monde. Pourtant, ce pays a perdu 35 % de son produit intérieur brut fin 2017. L'année suivante, il a connu une inflation de 6534 %⁽⁴⁴⁾. En outre, la pauvreté qui concernait 45 % des Vénézuéliens touche aujourd'hui 81,8 % de la population. Le nombre d'homicides a considérablement augmenté ces dernières années, jusqu'à devenir le plus élevé au monde en 2016 avec 28 479 meurtres soit 4,55 fois plus qu'en 1998⁽⁴⁵⁾. Ces constats sur l'économie et la société vénézuélienne coïncident avec la révolution bolivarienne s'étant tenue de 1999 à 2017.

Dans cet article les auteurs proposent d'apporter un éclairage sur la situation vénézuélienne. Nous nous concentrerons sur la révolte naissante d'une part de la population en nous appuyant sur une revue de littérature réalisée au travers de diverses disciplines. Cette mise en lumière portera sur deux principaux niveaux d'analyses : un premier éclairage géopolitique sur la conjoncture actuelle du Venezuela, puis un second qui abordera davantage les aspects psychosociologiques qui concourent aux prémices d'une révolte.

⁽⁴⁴⁾ <https://www.imf.org/external/datamapper/profile/VEN/WEO>

⁽⁴⁵⁾ *Histoire d'un désastre économique et social*. José Manuel Puente et traduit de l'espagnol par Juliette Simont. Gallimard, *Les temps modernes* 2018/1 n° 697 | pages 197 à 209. (ENCOVI, 2016)

La contestation sociopolitique incarnée par la révolte du 30 avril 2019

L'année 2019 incarne la dégradation de la situation sociale, politique et sécuritaire du Venezuela. En effet, début janvier, la réélection du président Nicolas Maduro est sérieusement critiquée et contestée par certaines institutions démocratiques qui refusent de la reconnaître⁽⁴⁶⁾. Dès lors, le mécontentement de toute une frange de la population n'a cessé de croître. La déliquescence de la démocratie et des instances représentatives s'est aggravée, détériorant de fait les conditions de vie des Vénézuéliens pris entre une tragédie économique qui les condamne à la pauvreté et un gouvernement de plus en plus autoritaire. La crise s'est empirée au cours de cette année, jusqu'à atteindre son paroxysme en avril dernier.

Les acteurs de la révolte

Le 30 avril 2019, le président de l'Assemblée Juan Guaido et le dirigeant du parti "Volonté populaire" Leopoldo Lopez ont lancé, sur les réseaux sociaux, un appel à la révolte contre le gouvernement en place⁽⁴⁷⁾. Un soulèvement populaire, de moindre ampleur qu'espéré par les instigateurs de ce soulèvement, a été appuyé par une petite faction des forces armées régulières.

Leopoldo Eduardo Lopez Mendoza est un homme politique et économiste, *leader* de l'opposition contre le gouvernement de Maduro. Détenu cinq ans au sein d'une prison militaire, il avait été condamné à 14 ans de prison en raison de divers délits liés à ses activités politiques. Depuis 2017, il purgeait sa peine à son domicile, sous contrôle judiciaire. Leopoldo Lopez a récemment été libéré par Juan Guaido, président autoproclamé par intérim de la République fédérale du Venezuela et président de l'Assemblée nationale vénézuélienne. Par le biais de divers canaux numériques, tous deux ont appelé le peuple vénézuélien à se révolter contre le gouvernement de Nicolas Maduro. C'est ainsi qu'est née l'Opération liberté, un appel à la révolte du peuple contre le pouvoir en place.

L'Opération liberté

Dans cette vidéo⁽⁴⁸⁾ diffusée sur Twitter, Guaido appelle le peuple à se soulever pour protester contre l'usurpation du pouvoir par Nicolas Maduro. Répondant à cet appel, des milliers de personnes manifestent dans les rues vénézuéliennes engendrant violences, heurts et accrochages, particulièrement au sein de l'état de Zulia près de la Colombie⁽⁴⁹⁾. Des manifestants de l'opposition se heurtent

⁽⁴⁶⁾ SCHÜLER Stéphanie, "Un deuxième mandat contesté de toutes parts", *RFI*, le 10/01/2019, <http://www.rfi.fr/ameriques/20190110-venezuela-maduro-election-reaction-communaute-internationale-opposition>.

⁽⁴⁷⁾ Compte Twitter de Juan Guaido, Twitter.com, le 30/04/2019, <https://twitter.com/jguaido/status/1123161692219686912>.

⁽⁴⁸⁾ *Ibid.*

⁽⁴⁹⁾ MONTROYA Angélique, "Quatre questions sur l'opération liberté", *www.lemonde.fr*, le 01/05/2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/05/01/quatre-questions-sur-l-operation-liberte-de-juan-guaido-au-venezuela_5457139_3210.html.

alors aux forces loyalistes près de l'échangeur autoroutier de Caracas, face à la base militaire La Carlota. Plusieurs dizaines de soldats se rallient au mouvement contestataire bien que le commandant de la base, le général Padrino Lopez, ait informé que le calme demeurerait dans la caserne Carlota et que les désertions restaient marginales. Cet évènement est rapidement passé d'un phénomène national à une préoccupation internationale. En effet, quelques heures seulement après l'appel à manifester lancé par Juan Guaido, le président colombien a apporté son soutien au mouvement de révolte. De nombreux pays d'Amérique du Sud tels que le Brésil, le Costa Rica ou encore l'Équateur ainsi que des pays européens comme l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ont soutenu l'appel de Juan Guaido. Les États-Unis ont également soutenu l'opposition à Nicolas Maduro en conseillant à ses alliés d'accepter l'alternative proposée par Guaido, propos qui ont été considérés comme une forme d'ingérence dangereuse par les autorités russes.

Si ce soulèvement révolutionnaire a été suivi dans les 23 États de la République vénézuélienne, il semblerait que l'effet escompté n'ait pas été atteint⁽⁵⁰⁾. Si Juan Guaido entendait renverser le pouvoir madurien, il n'a pas reçu le soutien des militaires. Seule une poignée éparsée de soldats s'est ralliée à sa cause. Les troupes sont restées fidèles et loyales au pouvoir, même face aux échauffourées de la base de Carlota⁽⁵¹⁾.

La révolte vénézuélienne, catalyseur d'influences étrangères

Suscitant l'intérêt de puissances mondiales, ce soulèvement laisse suggérer que la situation vénézuélienne devient un carrefour d'influences régionales et internationales.

Des influences en faveur d'une alternative politique

Plus de 60 États, dont la France et les États-Unis, ont reconnu Juan Guaido comme président de la République fédérale du Venezuela. En janvier dernier, Donald Trump a rompu les relations économiques et diplomatiques avec le Venezuela, tout en soutenant l'opposition à Maduro⁽⁵²⁾. Au nom de la démocratie, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo⁽⁵³⁾ n'excluait pas une intervention militaire sur le sol vénézuélien si la crise ne s'endiguait pas⁽⁵⁴⁾. Ces déclarations ont ouvert la voie à une coopération sans précédent entre le gouvernement de Trump et Juan

⁽⁵⁰⁾ Courrier international, "Pourquoi l'opération liberté de Guaido a échoué", le 03/05/2019, <https://www.courrierinternational.com/article/crise-politique-venezuela-pourquoi-loperation-liberte-de-juan-guaido-echoue>

⁽⁵¹⁾ SINGER Florantonia, CASTRO Maolis, "Queremos seguir en la calle para luchar por la democracia", www.elpais.fr, 01/05/2019, https://elpais.com/internacional/2019/04/30/america/1556650311_657801.html.

⁽⁵²⁾ Compte Twitter de Donald Trump, www.titter.com, le 30/04/2019.

⁽⁵³⁾ Compte Twitter de Mike Pompeo, www.titter.com, le 30/04/2019.

⁽⁵⁴⁾ Compte Twitter de Donald Trump, www.titter.com, le 30/04/2019, <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/1123333506346749952>.

Guaido. Si la promotion de principes démocratiques était au cœur de ces déclarations, la sous-jacence d'intérêts d'ordre économique semble également prévaloir. En effet, le Venezuela dispose notamment des réserves de pétrole les plus importantes du monde. La contestation des élections présidentielles ayant eu lieu au cours de l'année 2018, la déliquescence du parc industriel vénézuélien et les pannes électriques à répétition sont autant d'éléments factuels qui pourraient expliquer ce soudain regain d'attention des Américains au Venezuela. Ces derniers sont en passe de devenir exportateurs nets d'énergie en 2020. Le pétrole vénézuélien n'est clairement pas la seule raison qui expliquerait leur vif intérêt vis-à-vis du Venezuela. Aire d'influence historique des États-Unis, l'Amérique du Sud est devenue une zone à reconquérir pour Donald Trump.

L'Union européenne, quant à elle, reste fidèle à ses positions. Bien que la majorité des dirigeants ait officiellement reconnu Juan Guaido comme président, sa posture reste tournée vers la recherche d'une solution politique pacifique à travers la conduite d'élections démocratiques. Cette prudence pourrait s'expliquer par la divergence des points de vue présents au sein même de l'Union européenne. Le dilemme se pose sur la reconnaissance de la légitimité de Guaido, alors que Nicolas Maduro reste au pouvoir et conserve son autorité politique sur la plupart des institutions vénézuéliennes.

Des influences loyales au gouvernement

D'autres pays tels que la Russie ou la Chine mettent en exergue un soutien indéfectible au président Maduro. Faisant ainsi du Venezuela leur grand allié, ils sont toutefois conscients que si le régime venait à tomber, ils perdraient tous leurs intérêts dans le pays. Par exemple, quand les États-Unis ont décrété leur embargo sur le pétrole, les Russes sont devenus les seconds créanciers du régime derrière l'Inde. Quant à la Russie, elle est le premier fournisseur d'armes du pays tout en ayant lourdement investi dans le secteur pétrolier vénézuélien. Ces engagements tendent à expliquer le soutien inébranlable de la Russie au gouvernement de Nicolas Maduro et les initiatives menées pour contenir la ferveur populaire en opposition à ce dernier⁽⁵⁵⁾. On peut ainsi citer l'atterrissage le 28 mars 2019 à l'aéroport de Caracas de deux avions militaires russes transportant une centaine de soldats. Officiellement annoncée comme une manœuvre en lien avec la coopération bilatérale existante entre le Venezuela et la Russie, ces militaires ont été employés à des missions de sécurisation de sites stratégiques tels que les centrales électriques en prévention d'éventuels sabotages⁽⁵⁶⁾. L'actuel président n'a eu de cesse d'évoquer le soutien de la Chine

⁽⁵⁵⁾ BERMUDEZ Angel, "Crisis en Venezuela: qué papel tiene la poderosa corporación rusa de defensa Rostec", www.bbc.com, le 06/06/2019, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-48522498>.

⁽⁵⁶⁾ Courrier International, "Les militaires russes au Venezuela parviendront-ils à défendre le régime de Maduro", 03/04/2019, <https://www.courrierinternational.com/article/vu-de-russie-les-militaires-russes-au-venezuela-parviendront-ils-defendre-le-regime-maduro>

et de la Russie dans son opiniâtre lutte contre les États-Unis. L'appui militaire russe a d'ailleurs été une thématique capitale de la campagne de Maduro pour défendre son pays contre toute invasion étrangère. S'agissant de la Chine, l'aide humanitaire octroyée par Xi Jinping, particulièrement médicale et médicamenteuse, consolide de jour en jour les relations de solidarité et d'amitié qui unissent Caracas à Pékin.

Éclairage psychosociologique sur les prémices d'une révolte

Au-delà des aspects factuels que sont les dimensions économique, géopolitique ou encore sociale, la révolte d'un peuple peut également s'expliquer par des dimensions psychologiques.

Les mouvements de révolte expliqués par la psychologie sociale : théorie de la privation relative

Durant les cinquante dernières années, de nombreux auteurs en sciences sociales ont mis en évidence, notamment par le biais de la théorie de la privation relative, que la paupérisation d'un peuple n'était pas une dimension suffisante dans l'explication de la révolte de celui-ci⁽⁵⁷⁾. Ce faisant, les psychologues ont mis à mal la vision marxiste de la révolte. Pour Marx, cette dernière est avant tout le résultat d'un désespoir engendré par la dégradation des conditions d'existence⁽⁵⁸⁾. En outre, elle serait liée à des ressentiments envers ceux qui détiennent le pouvoir. L'idéologie entendue comme étant les moyens et les buts de la lutte est une notion de première importance dans la conception marxiste de la révolte⁽⁵⁹⁾.

En introduisant la théorie de la privation relative, les psychologues ont apporté un éclairage différent et complémentaire aux causes de la révolte. Celle-ci dépendrait davantage du décalage perçu entre le niveau de vie d'un individu et celui qu'il serait en droit d'attendre, notamment au regard des conditions d'autres individus ou groupes d'individus avec lesquels la comparaison semble pertinente.

La théorie de la privation relative est fortement liée à celle de la comparaison sociale⁽⁶⁰⁾. Un des principaux apports de la théorie de la comparaison sociale est d'expliquer qu'en l'absence de critère objectif pour évaluer ses opinions ou ses aptitudes, un individu se comparera aux autres individus. Se basant sur les travaux de Festinger⁽⁶¹⁾, la théorie de la privation relative met en exergue le fait que les individus insatisfaits de leur situation ne le sont pas seulement au

⁽⁵⁷⁾ GUIMOND Serge, "Les racines de la révolte", *Sciences Humaines*, n°114, 2003, p25.

⁽⁵⁸⁾ VIPARELLI Irène (2010), <https://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2010-1-page-27.htm>.

⁽⁵⁹⁾ *Idem*

⁽⁶⁰⁾ FESTINGER Leon (1954), "A theory of social comparison processes", *Human Relations*. 7 (2): 117-140.

⁽⁶¹⁾ *Idem*

regard des éléments objectifs composant leur situation, mais également, voire davantage, par la comparaison avec des individus ou des groupes sociaux significatifs⁽⁶²⁾. L'émergence du sentiment de privation relative est liée à l'impression qu'un individu ou un groupe social a d'être privés d'un objet ou d'un statut, alors qu'il pense, de façon légitime ou pas, qu'il est en capacité de l'obtenir et que d'autres individus ou groupes le détiennent déjà. En outre, Folger, Rosenfield, Rheume et Martin (1983)⁽⁶³⁾ montrent que cette insatisfaction et le sentiment d'injustice qui l'accompagne est accrue si les individus réalisent que des événements différents de ceux qu'ils ont connus auraient conduit à une amélioration de leurs conditions de vie. Enfin, la volonté de changement des individus est d'autant plus active que leur situation s'est déjà améliorée ou qu'ils perçoivent que le changement attendu est possible⁽⁶⁴⁾.

La littérature sur le sentiment de privation relative montre qu'il existe deux types de comparaison amenant à un tel sentiment : une comparaison interpersonnelle et une comparaison intergroupe⁽⁶⁵⁾. En fonction du type retenu, les conséquences au niveau de l'action sont différentes. En effet, la première conduit à adopter un comportement de mobilité sociale amenant à essayer changer sa situation personnelle alors que la seconde amène à recourir à des stratégies de changement social telles que l'engagement politique ou associatif, le militantisme ou encore la participation à des actions de protestation. Ces stratégies promeuvent le collectif plutôt que l'individu.

La théorie de la privation relative apporte donc un éclairage sur les conséquences des comparaisons sociales défavorables des individus. Leurs sentiments deviennent alors des éléments moteurs dans les processus de changement des attitudes et des comportements, comme on peut le constater lors de révoltes.

Ces éléments peuvent aider à comprendre pourquoi des mouvements de révolte semblent voir le jour au Venezuela. En effet, dans les années 1970, le pays a connu des heures prospères durant lesquelles les dépenses publiques peuvent, aujourd'hui, être remises en cause. En effet, Hugo Chavez entendait créer un État-providence, jusqu'alors inexistant. D'importants moyens ont été alloués à des programmes sociaux au détriment de programmes de développement industriel ou de recherche et d'innovation. Un mouvement massif de nationalisation a fait fuir les investisseurs étrangers⁽⁶⁶⁾.

⁽⁶²⁾ Avec lesquels la comparaison est pertinente, fait sens.

⁽⁶³⁾ Folger, R., Rosenfield, D., Rheume, K., & Martin, C. (1983). Relative deprivation and referent cognitions. *Journal of Experimental Social Psychology*, 19(2), 172-184.

⁽⁶⁴⁾ Walker, I., & Smith, H. (Eds.). (2002). *Relative deprivation: Specification, development and integration*. New York, NY: Cambridge University Press

⁽⁶⁵⁾ VERLHIAC Jean-François, *ibid*

⁽⁶⁶⁾ WATTEZ Éric, "L'Algérie et le Venezuela sont victimes de la malédiction du pétrole", [www.capital.fr](http://www.capital.fr/economie-politique/lalgerie-et-le-venezuela-sont-victimes-de-la-malediction-du-petrole-1340533), le 03/06/2019, <https://www.capital.fr/economie-politique/lalgerie-et-le-venezuela-sont-victimes-de-la-malediction-du-petrole-1340533>.

La production chutant de manière vertigineuse, la compagnie nationale d'exploitation du pétrole a perdu la plupart de ses cadres dirigeants et une grande part de ses recettes pétrolières. La déliquescence de l'infrastructure industrielle et pétrolière du Venezuela est aujourd'hui telle que le pays est contraint, par manque de stabilité électrique, à importer ses hydrocarbures du Nigéria. Cela témoigne de la crise traversée par le onzième exportateur mondial de pétrole.

Comment expliquer les révoltes naissantes au Venezuela par le prisme de la théorie de la privation relative ?

D'après le FMI⁽⁶⁷⁾, le Venezuela a connu la croissance la plus faible d'Amérique latine entre 1999 et 2006. Pour Puente⁽⁶⁸⁾, cela serait dû à une « politique économique erratique » ainsi qu'à « l'intensification du modèle de la rente pétrolière qui, liés à l'absence de discipline fiscale et monétaire, ont créé un environnement économique extrêmement défavorable, caractérisé par la détérioration de l'appareil productif national, une inflation élevée et durable, une forte pénurie de biens et de services, un endettement toujours croissant et la réduction des investissements étrangers dans le pays. »⁽⁶⁹⁾

Toujours selon les estimations du FMI⁽⁷⁰⁾, le pays a connu la plus faible croissance économique des pays membres de l'Opep⁽⁷¹⁾, tout en subissant l'inflation la plus forte au monde. Toutefois, pour Puente, la crise économique que traverse le Venezuela ne peut pas avoir comme seule origine la chute du prix du baril de pétrole. Afin de soutenir cette hypothèse, l'auteur souligne le fait que la crise a commencé avant la baisse du prix du baril et que malgré cette chute, aucune autre économie pétrolière n'a souffert des "déséquilibres macroéconomiques" que le Venezuela a connus : « contraction économique aiguë, inflation forte et durable, pénurie systématique de produits de base. »⁽⁷²⁾ En outre, entre 2004 et 2017, le Venezuela est le pays membre de l'Opep qui a su le moins tirer profit, à l'exception de la Libye, « de l'essor le plus intense et le plus durable des prix du pétrole qui se produit dans l'histoire »⁽⁷³⁾. Pour l'auteur, il ne fait nul doute que ce constat ne peut être qu'attribué à une mauvaise gestion du gouvernement durant une conjoncture pourtant très favorable.

Compte tenu de ces quelques éléments, il est aisé d'imaginer comment les événements passés ont pu engendrer chez les Vénézuéliens un sentiment de privation relative. En effet, la comparaison groupale avec les populations voisines

⁽⁶⁷⁾ World Economic Outlook Databases

⁽⁶⁸⁾ PUENTE José Manuel (2018), <https://www.cairn.info/revue-les-temps-modernes-2018-1-page-197.htm>.

⁽⁶⁹⁾ PUENTE José Manuel, *Id.* (p.201)

⁽⁷⁰⁾ Fond Monétaire International (FMI)

⁽⁷¹⁾ Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep)

⁽⁷²⁾ PUENTE José Manuel, *Id.* (p.202)

⁽⁷³⁾ PUENTE José Manuel, *Id.*

ou membres de l'Opep, qui ont mieux su gérer la crise⁽⁷⁴⁾, a pu faire naître un profond sentiment d'injustice. De plus, cette situation économique peut être directement imputée au gouvernement, dont les mauvais choix du point de vue de la population ont exacerbé les sentiments négatifs et ont créé de fortes tensions.

Ainsi, la théorie de la privation relative permet d'identifier l'une des sources du mécontentement des Vénézuéliens : leurs conditions de vie exécrables les conduisent aujourd'hui à se révolter en s'appuyant sur des comparaisons réalisées avec d'autres groupes significatifs, notamment les pays d'Amérique latine et membres de l'Opep. Si ce soulèvement populaire a pu revêtir des airs de coup d'État, sans le soutien de l'armée il s'apparente davantage à une révolte du peuple au nom de la démocratie. En dépit des nombreux intérêts étrangers présents dans la région et de l'ampleur de la couverture médiatique locale dont cette révolte a bénéficié, la lutte d'influence qui a opposé les figures politiques vénézuéliennes sur les réseaux sociaux n'a pas semblé attirer particulièrement l'attention de la communauté internationale. Toutefois, l'actualité récente des soulèvements populaires et citoyennes ayant lieu au Chili et en Bolivie, pose la question de la théorie de la privation relative à travers un prisme régional plus étendu.

⁽⁷⁴⁾ L'idée que les États aient plus ou moins bien géré la crise peut être, ici, discutée. Toutefois, notons que le concept de privation relative utilisé dans cet article et plus généralement en psychologie est moins la « réalité objective » que l'idée que les gens (ici les Vénézuéliens) se font de leur situation.